

TABLE RONDE

Accès au droit à la santé et exclusions par le chômage, les nouvelles formes de pauvreté et la non-citoyenneté : comment rendre effectif ce droit ?

Une table ronde internationale et visites-débats d'unités d'accueil et de soins du CHU

1^{er} Juillet 2010

Cité des Congrès de Nantes – salle 300 – 9 h 30 à 12 h 30 : Table ronde-échange d'expériences avec des experts canadiens, britanniques et français

PASS - 5 rue Yves Bocquien : 14 h 30 à 15 h 30 : Visite-débat

Ugoms - Hôpital mère-enfant - 38 boulevard Jean-Monnet : 15 h 45 à 16 h 45 : Visite débat puis 17 h – 18 h 30 : Débat et recherche de pistes de progrès

Pourquoi cette table ronde et cette visite-débat ?

Même lorsqu'un système de couverture dite universelle existe, les chiffres démontrent que manquent à l'appel dans les statistiques des populations régulièrement soignées des franges importantes: les très pauvres, dont font partie, avec des facteurs aggravants, les immigrés non déclarés, les personnes âgées fragiles et sans lien familial ou social, les chômeurs et les travailleurs pauvres. Les systèmes de santé sont, dans de nombreux pays, à la recherche de solutions pour combler leurs lacunes en couverture et efficacité. Ils explorent notamment la voie d'une articulation entre institutions curatives et associations impliquées dans la prévention, la relation avec les exclus, l'accueil des étrangers et "humanitaires".

Programme (au 17 juin 2010)

Matin : Table ronde à la Cité des congrès – salle 300

9 h 30 – 10 h 45 : Constats

- Michel Doucin, Ambassadeur chargé de la bioéthique et de la responsabilité sociale des entreprises : *Introduction* (5')
- Chantal Deschamps, médiateur en santé, vice présidente de l'association des familles victimes du saturnisme, Membre du Collectif Interassociatif Sur la Santé : *De la*

"Précaritas" à la "Caritas": Inventer, jeter , renforcer les passerelles permettant l'accès aux soins des personnes les plus fragilisées (10')

- Pr Jean-Claude Ameisen, président du Comité d'Ethique de l'INSERM et membre du Comité Consultatif National d'Ethique (10')
- Dr Pierre Micheletti, Ancien Président de Médecins du Monde et professeur associé à l'Institut d'Etudes politiques de Grenoble : *Les inégalités sociales de santé, la pratique des équipes de Médecins du Monde sur le terrain (10')*
- Pr Christian Saout, Président du Comité Interassociatif Sur la Santé (CISS) (10')
- **Débat (20')**

Problématiques susceptibles d'être abordées:

- Quelles sont les spécificités de ces patients ? *« Le soin abandonné » ou l'intériorisation de l'exclusion par la perte de l'estime soi : on pense ne pas valoir la peine d'être soignés. La pudeur de parler de ses maladies de pauvre. La peur des institutions qui vous le rendent bien. La difficulté à assumer le suivi des soins hors hôpital*
- Quels types d'institutions ou organisations pourraient être mis en place pour les aider et leur permettre d'acquérir une plus grande autonomie ? *Réinventer l'accueil et le suivi. Les médiateurs. La chaîne des institutions qui devraient se charger de la prévention et du diagnostic : PMI, médecine scolaire, services sociaux, mouvements d'éducation populaire, médecine du travail, etc. Décloisonnement des réseaux. Proximité.*
- Comment former le personnel pour qu'il comprenne les particularités de ces patients et se sentent reconnus socialement et par les institutions sanitaires ? *Une autre pédagogie. Une formation adaptée. Une autre gestion des carrières.*

11 h – 12 h 30 : Expériences

- **Québec** : Michèle Stanton Jean, ancien Sous-ministre de la santé du Canada (1993-1998), ancienne Présidente du Comité International de Bioéthique de l'UNESCO (2003-2005), chercheur invitée au Centre de droit public de la Faculté de droit de l'Université de Montréal : *Situation de l'exclusion sociale en santé au Canada et au Québec. Etude des stratégies concrètes visant la diminution de l'exclusion et un meilleurs accès aux services de santé mises en œuvre au Québec. (10')*
- **Grande Bretagne** : Gurch Randhawa, Professeur à l'université de Bedfordshire (UK), Président du NHS (National Health Service) de Luton : *Effective collaboration with partner organisations to reduce health inequality - A UK case-study (10')*
- **France** :
 - L'hôpital Avicenne de Bobigny dans le « 9-3 »: Pr Sadek Beloucif, Président du Conseil d'orientation de l'Agence de la Biomédecine (10')
 - Santé-Migrants Loire-Atlantique, Cédric Gratton, Président (10')

- Le CHU de Nantes : Pr Gérard Dabouis, Chef du service d'Oncologie Médicale-Soins de Support -Soins Palliatifs : *Le travail de terrain du CHU de Nantes dans le cadre du droit à la santé et les nouvelles pauvretés, et*

- **Débat** : (30')

Après midi : Hors de la Cité des Congrès, Visites-débat

- 14 h 30 – 15 h 30 : Visite-débat à la **Permanence d'accueil des soins de santé (PASS)**, bâtiment Le Tourville -1er étage - 5 rue Yves Bocquien – Nantes, avec le Dr Adeline Scanvion (voir annexe 1)
- 15 h 30 – 16 h 45 : Visite-débat au **Service de Gynécologie-médecine psycho-sociale - Hôpital mère-enfant** - 38 boulevard Jean-Monnet - Nantes avec le Pr Henri-Jean Philippe (Président de gynécologie sans frontières) et le Dr Véronique Carton, responsables du Pôle Mère-Enfant et de l'Unité de Gynécologie Médecine-Psycho-Sociale du CHU de Nantes (voir annexe 2)
- 17 h – 18 h : (même lieu) **Débat et recherche de pistes de progrès avec** Catherine Choquet, adjointe au Maire de Nantes chargée de la santé, Michèle Stanton Jean, ancien Sous-ministre de la santé du Canada, Pr Gurch Randhawa, Université de Bedfordshire,

Toutes ces réunions sont ouvertes au grand public, aux professionnels de santé, aux militants des droits de l'Homme..., sans autre condition que celle de venir avec le désir d'échanger et d'apprendre.

Organisateurs :

Ministère des Affaires Etrangères et Européennes
CHU de Nantes
Commission Française pour l'UNESCO
Commission nationale consultative des droits de l'Homme
Médecins du Monde

Annexe 1

LA PASS – Consultation Jean Guillon du CHU de Nantes

La permanence d'accès aux soins de santé (Pass) est une structure de prise en charge médico-sociale, dont l'objectif est de faciliter l'accès des personnes démunies non seulement au système hospitalier mais aussi aux réseaux institutionnels ou associatifs de soins, d'accueil et d'accompagnement social. C'est un lieu d'accueil, d'écoute, d'orientation et d'accompagnement médico-social où l'on peut venir sans rendez-vous.

La consultation Jean Guillon (Pass) accueille et soigne toute personne présentant un problème de santé et de couverture sociale (assurance maladie inexistante ou incomplète). **L'accès aux soins de santé est un droit pour tous** : les difficultés financières ne doivent pas faire obstacle aux soins ni les retarder.

Vous ne savez pas quels sont vos droits, vous ne savez pas à qui vous adresser ? Des professionnels sont présents pour examiner votre situation. Ils vous conseillent et vous aident dans vos démarches pour obtenir la protection maladie à laquelle vous pouvez prétendre (CMU de base, CMU complémentaire, aide médicale...), vos autres droits sociaux, des aides à la vie quotidienne.

Vous avez un problème de santé ? Vous êtes malade, un médecin vous examine et fait le point sur votre santé. Si un avis spécialisé, des examens complémentaires ou une hospitalisation est nécessaire, il vous oriente et assure la coordination des soins.

Les infirmières dispensent les soins prescrits, et peuvent vous donner des conseils relatifs à votre santé. Si vous devez revenir ou consulter des spécialistes à l'hôpital, elles sont là pour vous aider à prendre rendez-vous, vous guider.

Le médecin peut vous prescrire des médicaments. Si vous n'avez pas de couverture maladie complète, la pharmacie hospitalière vous les délivre sans que vous ayez à avancer de l'argent. Vous pourrez ainsi débuter sans délai votre traitement.

Un chirurgien dentiste assure le traitement de l'urgence, réalise les premiers soins, donne des conseils d'hygiène, fait un bilan dentaire et assure le suivi. Une assistante sociale est également présente les lundis et jeudis ainsi que le mardi, une semaine sur deux.

L'équipe de soins est composée de médecins généralistes, de deux infirmières, une secrétaire, une aide-soignante et de deux assistantes sociales

Annexe 2

L'unité de gynécologie-obstétrique médico-psycho-sociale du CHU de Nantes (Ugomps)

L'unité de gynécologie-obstétrique médico-psycho-sociale dirigée par le Dr Véronique Carton a été créée en 2004 par le professeur Henri-Jean Philippe. Quatre médecins (1,5 équivalent temps plein), une sage-femme, deux assistantes sociales à temps partiel, deux psychologues et une sexologue assurent l'accueil des femmes en situation de vulnérabilité: *"Il ne s'agit pas seulement de précarité économique, précise le Dr Véronique Carton : il existe des vulnérabilités « invisibles », psychologiques, liées au vécu ..."*

Cofinancée par le CHU de Nantes, le conseil général et l'institut national du cancer, l'unité assure chaque année 2 700 consultations, dont mille pour de nouvelles patientes, parmi lesquelles plus de 500 sont en situation de précarité sociale et 380 viennent de l'étranger.

Elles sont adressées par les urgences gynécologiques, les autres services de soins (notamment la PMI, la Pass et l'unité d'addictologie de liaison), les services sociaux, le réseau associatif, ou ont eu vent de la consultation par le bouche-à-oreille. Elles trouvent ici des soins, une écoute, des conseils, de l'aide ou une orientation vers les structures adaptées. L'unité fait partie d'un réseau qui réunit, entre autres, SOS femmes, l'association d'aide aux victimes d'infractions pénales (Adavi), le centre interculturel de documentation, le centre d'information sur les droits des femmes (CIDF), Gynécologie sans frontières, l'association santé migrants de Loire-Atlantique (Asamla)...

L'Ugomps assure le suivi des grossesses de femmes fragilisées (car très jeunes, isolées, toxicomanes ou victimes de violence intrafamiliale) et peut proposer un suivi gynécologique à des femmes socialement marginalisées.

Seule structure en France réunissant ces compétences et missions, l'unité prend aussi en charge les victimes de violences physiques ou morales et spécifiquement, depuis un an et grâce à une unité innovante qui a impulsé une dynamique nationale, les femmes africaines ayant subi des mutilations sexuelles: *"Avant de mettre en place cette activité et créer un staff sur le sujet, nous étions tous mal à l'aise, ne sachant comment aborder ce sujet en consultation. Nous avons appris et découvert comment en parler. Une fois par mois, un groupe de parole se réunit avec des femmes africaines ; lorsqu'on va vers elles, qu'on leur tend la main, elles témoignent volontiers. Nous leur proposons la chirurgie de réparation clitoridienne et faisons de la prévention auprès des mères de petites filles, pour que ces dernières ne soient pas victimes à leur tour"*. Fortement soutenue par le ministère de la Santé, l'initiative a généré un CD-rom adressé aux écoles de professionnels de santé, ainsi que des colloques régionaux organisés par le professeur Henri-Jean Philippe qui s'est par ailleurs vu confier la coordination d'un ouvrage intitulé *Le praticien face aux mutilations sexuelles féminines*. Le professeur Philippe préside aussi une enquête nationale menée par le ministère avec l'institut national d'études démographiques (Ined) sur les conséquences de l'excision.

Chef de service, Henri-Jean Philippe, **Assistants sociaux**, Annie Arrouet et Séverine Robin, **Psychologues cliniciennes**, Marie Bossis et Stéphanie Le Bihannic, **Sages-femmes**, Marie-Christine Lordonne et Isabelle Bert (sage-femme PMI), **Sage-femme sexothérapeute** Noëlla Jarrousse, **Sage-femme cadre de santé**, Catherine Dupuy-Compain, **Gynécologues – médecins**, Dr Véronique Carton, Dr Claire Ducros, PMIn Dr Marie-Françoise Gilard et Dr Caroline Gosselin